

## « Valeur travail » : une gauche en déshérence idéologique<sup>1</sup>

**Les gauches vont mal. Electoralement en difficulté à travers l'Europe. En mal de projet politique et programmatique susceptible d'entraîner l'adhésion populaire. Idéologiquement défaite par les droites libérales. Il y a évidemment consensus sur ce constat. Du moins de la part de la plupart des observateurs tant il est vrai que les états-majors partisans tentent encore souvent de se cacher la vérité, de se réfugier dans l'illusoire confort de l'alternance.**

Où va la gauche, dans ses différentes déclinaisons ? Des réflexions à entamer, des réponses à privilégier dépendent, non seulement, l'avenir électoral de la gauche gestionnaire, mais la capacité de l'ensemble des courants progressistes à réinvestir le champ de la réforme. Quelles réponses à la situation présente ? Du côté de la social-démocratie européenne, nombre de responsables s'accordent sur le diagnostic. Comme ce responsable socialiste d'Outre Quiévrain (François Kalfon, membre du conseil national du PS, dans Le Figaro) : Il y a, dit-il, « *décalage entre le PS et sa base sociale. Faute d'avoir compris les attentes du salariat ... La question de la place et de la valorisation du travail illustre l'échec de (sa) stratégie. Là où la gauche portait l'aspiration d'une meilleure répartition entre le capital et le travail, ...des secteurs entiers du salariat se sont détournés du PS et se sont retrouvés dans le discours de Sarkozy qui a su faire de la ' valeur travail ' un puissant rôle catalyseur au profit de la droite.* »

Il y a là, effectivement, comme un retournement de l'Histoire. Quant aux enseignements à tirer pour sortir d'inextricables contradictions... Faudrait-il, comme on nous y invite, miser sur les politiques libérales, en Belgique ou ailleurs, pour répondre à cette quadruple exigence sociale : des salaires corrects, des pensions revalorisées, une sécurité sociale modernisée et des conditions de travail décentes ? En 1996 déjà, Hans Tietmayer, celui qui était alors le gardien inflexible du mark avant de devenir le premier grand prêtre de l'euro, définissait, fort de son indépendance jalouse vis-à-vis du politique, les conditions d'une improbable croissance en un amalgame éloquent : « *L'enjeu aujourd'hui, c'est de créer les conditions favorables à une croissance durable et à la confiance des investisseurs.* » Soit de lever les obstacles que des décennies de luttes sociales avaient dressés devant les fans du « laisser-faire, laisser-aller ». En un mot, le message au monde du travail est limpide : lâchez aujourd'hui tout ou partie de vos acquis sociaux au nom de la croissance de demain. Comment s'étonner qu'un dangereux fossé s'agrandisse entre les « élites » qui nous dirigent et les opinions ? Les sondages Eurobaromètre indiquent avec une belle constance que la pauvreté et le chômage – là, on est au cœur de la « valeur travail » - sont **AU** cœur des préoccupations des citoyens.

En mars 2000, la « stratégie de Lisbonne » devait donner un nouvel allant aux politiques sociales. Il était question de lutte contre la précarité, de cohésion sociale, de marché du travail « *inclusif* » et d'emplois de qualité. Bref, d'un rééquilibrage entre le « tout marché » et l'humain afin de porter l'Europe de la connaissance et de la compétitivité à dépasser les Etats-Unis à l'horizon 2010. Exercice apparemment ingérable dans l'ordre actuel des choses. Déjà, les responsables nationaux et européens reconnaissent, *mezzo voce*, que la fameuse « stratégie » est un échec. Parce qu'elle a « *subi ces dernières années un virage marqué à droite, l'accent (étant) dorénavant plus mis sur les questions de compétitivité et de croissance, sur la hausse de l'emploi à tout prix et la réduction des coûts et déficits publics.* »<sup>2</sup> Et parce que s'avère ingérable la contradiction majeure entre les recettes néolibérales et une réelle prise en compte des besoins sociaux.

---

<sup>1</sup> Analyse parue dans le N° 328 du *Journal du mardi*, 7 août 2008.

<sup>2</sup> « La stratégie de Lisbonne », n° 136 de Nota Bene, la lettre de l'Observatoire social européen.

## Un long cheminement

Le processus de Lisbonne, comme toutes les politiques sociales annoncées dans l'Union, est subordonné aux « *grandes orientations de politique économique* » (GOPE) adoptées en 1993 par le Conseil européen. C'est-à-dire à la priorité donnée à la compétitivité des entreprises, à la flexibilité, à l'« employabilité » des salariés, conditions pour relever le taux d'emploi et cesser de nourrir de faux chômeurs, de faux malades et entretenir les gens dans l'assistanat. N'est-ce pas le libéral flamand Rik Daems qui a pourfendu naguère « *le profitariat des chômeurs* » ? De l'Acte unique européen au projet de traité constitutionnel européen, en passant par les traités de Maastricht ou d'Amsterdam, l'Europe, tout en s'élargissant, vit une révolution conservatrice qui s'apparente à une redoutable régression sociale et démocratique. Une révolution qui a ses théoriciens. Dès les années quatre-vingt, grands établissements financiers, multinationales et organismes internationaux (FMI, Banque mondiale, G8, OCDE, Organisation mondiale du commerce) ont tracé les lignes d'une doctrine prônant la rigueur budgétaire, la réduction des impôts et des dépenses publiques, la libéralisation des marchés, les privatisations et le recul de la puissance publique. En acceptant ces consignes comme l'abc de la bonne gouvernance, les responsables politiques ont autorisé « *le transfert de décisions capitales (en matière d'investissement, d'emploi, de santé, d'éducation, de culture, de protection de l'environnement) de la sphère publique nationale à la sphère privée internationale.* »<sup>3</sup> S'étonnera-t-on, dès lors, de cette phrase proférée naguère par le Premier ministre : « *La société nous échappe graduellement depuis quelques années.* » Donc « *la mission du politique est quasi impossible.* »

Plus pompeuse, une étude de la Fondation Robert Schuman affirmait sans ambages : « *Nous sommes arrivés dans un nouveau territoire où les intérêts économiques et sociaux spécifiques et les acteurs transnationaux transgressent les frontières nationales, outrepassent les formes traditionnelles de gouvernance dans l'ensemble du monde atlantique.* »<sup>4</sup>

## Piège idéologique

La dite « question sociale » occupe, pourtant, depuis toujours une position centrale dans le champ politique. Or, un terrible piège idéologique est aujourd'hui tendu. Durant des décennies, la notion de réformes de structures s'est confondue historiquement avec les grandes luttes sociales, pour forger, dans les conditions concrètes des Etats, ce que l'on appelle, à tort ou à raison, le « modèle social » européen. Le néolibéralisme aujourd'hui à l'œuvre s'y entend pour inverser le contenu des mots. Acharné à démanteler les acquis collectifs au nom des « contraintes » de la « modernité », il mène en réalité la contre-réforme, clamant que ce qui s'y oppose est passéiste et ringard.

Les gouvernements de l'Union privilégient obstinément des choix analogues sur le plan économique et social : progression des emplois précaires, détricotage des codes du travail, recul de l'âge de la pension, fragilisation des chômeurs et des systèmes sociaux, libéralisation des services publics... Nous avons désormais, et très logiquement, une droite de droite qui juge la situation suffisamment mûre pour occuper sans complexes le terrain politique et idéologique. Qui s'impose électoralement portée par un trend qui ressemble fort à une lame de fond. Et, face à elle, une gauche qui prend l'eau, en recul, ou au moins en position délicate partout.

---

<sup>3</sup> « Une régression ». Ignacio Ramonet. Le Nouveau capitalisme. Manière de voir 72 du Monde diplomatique.

<sup>4</sup> « Dérive ou rapprochement ? La prééminence de l'économie atlantique ». Fondation Robert Schuman.

## L'exemple français

Ce qui s'est passé en France est lourd de leçons qui ne concernent pas les seuls « hexagonaux ». Sarkozy a assommé l'opposition de gauche en investissant l'espace de ses adversaires, en récupérant à son compte la « valeur travail ». Il a choisi avec succès d'occuper le terrain, le champ social sur lequel, historiquement, la gauche s'est construite. L'« ascenseur social » s'est totalement grippé, les inégalités s'accroissent et les « classes moyennes », dans le même mouvement, sont, elles aussi, éclatées et tirées vers le bas, la situation des couches dites « populaires » a rarement été aussi précaire ? Autant de conditions « objectives » favorables à la gauche ? Pourtant, les classes populaires ne se sentent plus portées par une dynamique de transformation sociale. Refondation, rénovation, reconstruction, redéfinition, les mots ne manquent pas pour évoquer l'avenir de la gauche, toute entière au pied du mur. Identités, programmes, stratégies, tout est désormais sur la table. Beaucoup affirment que la voie sociale-libérale est le seul chemin possible. D'autres persistent à considérer, au contraire, que le réalisme n'est pas dans l'acceptation de la norme libérale, mais dans sa contestation et dans la recherche patiente de son dépassement. La justification du débat, elle, ne varie pas : il s'agit bien toujours de la question sociale, et en son centre, de celle du travail. Mais une énorme confusion règne dès lors que s'installe désormais, comme seule perspective politique concevable, le balancement entre l'ultralibéralisme et le social-libéralisme. Une situation dont la droite fait son miel. Et quelle droite ! revancharde et pressée de restaurer les vieux privilèges de classe.

Là encore, l'exemple de la France – nouveau laboratoire de la réforme capitaliste - est particulièrement parlant car il illustre, jusqu'à la caricature, la confusion idéologique actuelle. Un des premiers projets de M. Sarkozy (dont M. Reynders se veut une (bien pâle) copie) se dit « *en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat* ». Il est porté par une ministre de l'Economie, Christine Lagarde, qui affirme vouloir « *libérer le capitalisme de ses contraintes* » et lance aux investisseurs : « *Enrichissez-vous !* », reprenant ainsi la célèbre phrase lancée par François Guizot en 1837 à l'adresse de la bourgeoisie : « *Enrichissez-vous, vous contribuerez à la prospérité de la France...* » 170 ans plus tard, c'est à peu de choses près la même philosophie politique qui se développe. La richesse des uns aurait un effet de dynamique qui tirerait l'ensemble des familles modestes vers une relative amélioration de leurs conditions de vie.

## Confusion gauche-droite

Vieille recette sans cesse remise en avant au nom de la « modernité » et du refus de l'« immobilisme » : « *La politique est impuissante quand elle ne veut rien* » répète volontiers M. Sarkozy qui « *depuis 2002 (a) engagé un combat pour la maîtrise du débat d'idées.* » Non sans succès et en mettant du coup en évidence le vide conceptuel d'une gauche idéologiquement en déshérence. Il a ainsi pu répéter ses gammes autour du « *mérite* » et de la « *valeur travail* » en s'ingéniant à faire passer la fracture économique, non plus entre riches et pauvres, mais au cœur même du prolétariat, entre « *assistés* » et salariés. En fustigeant avec succès « *ceux qui ne veulent rien faire (et) qui vivent sur le dos de ceux qui se lèvent tôt et qui travaillent dur.* »

Mais M. Sarkozy peut d'autant mieux donner la pleine mesure de son talent que son discours trouve des échos à gauche. Quand des responsables socialistes rejoignent la majorité, il ne s'agit pas seulement de légèreté, ni même de trahison de leur camp, mais le signe, pour beaucoup d'entre eux, d'une connivence profonde et convaincue avec le libéralisme. Mme Royal, elle même, avant de considérer la réduction du temps de travail et l'augmentation du salaire minimum comme des monstruosité économiques, n'avait-elle pas promis de « *réhabiliter la valeur travail* » en faisant des Français un « *peuple d'entrepreneurs* », de financer les retraites par des « *fonds de pension collectifs* » et fustigé l'« *assistanat* » et l'« *idéologie punitive du profit* » ? Et c'est M. Strauss-Kahn qui porte à la

fois les couleurs du gouvernement français et du PS dans sa candidature à la présidence du Fonds monétaire international, comme pour accréditer cette fausse évidence que l'économie mondiale est une et que le capitalisme est décidément l'horizon indépassable de l'humanité. Est-ce pour cela que, pour DSK, « *le progrès, c'est de dire que certains puissent travailler plus longtemps* » ? Une façon de rénover le socialisme par la droite, en quelque sorte...

C'est l'essence même du blairisme et de sa « troisième voie » tentée par une large frange de la social-démocratie. En 1998, déjà, Tony Blair, auquel Sarkozy se réfère volontiers sur le plan économique, professait : « *Il n'y a pas de politique économique de droite et de gauche mais des politiques qui marchent ou qui ne marchent pas.* » Résultat, ce sont les riches qui ont prospéré et les catégories les plus fragiles – dont nombre de *working poors* – qui ont décroché. Une bonne partie des formations qui siègent au sein du Parti socialiste européen sont tentés par cette expérience. Même si, note Philippe Marlière, maître de conférences en sciences politiques à l'Université de Londres, « *il y a encore des socialistes qui pensent que le blairisme n'a rien à voir avec la gauche sociale-démocrate* » et qu'une « *opposition majeure n'est plus entre la gauche et la droite, mais c'est une opposition qui traverse les partis sociaux-démocrates.* »

### Une opinion « droitisée » ?

Ce qui amène à nuancer les propos récurrents sur la « droitisation de la société ». Signifie-t-elle la droitisation des élites ou une adhésion consciente des peuples européens aux thèmes et aux solutions libéraux ? Pour Stathis Kouvelakis, maître de conférence au *King's College* de Londres, le triomphe de Sarkozy – mais on pourrait évoquer d'autres pays, la Belgique par exemple - parler d'un soutien populaire au néolibéralisme n'est pas faux mais est aussi unilatéral. « *(La victoire de la droite) a des racines profondes, notamment idéologiques, et s'inscrit dans le prolongement de tendances antérieures au durcissement du cours néolibéral, tendance qu'elle contribue à son tour à radicaliser. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire qu'en l'absence de solution alternative 'à gauche', une situation de crise tend à se résoudre 'à droite' par un parti de l'ordre mieux à même de s'emparer de la conjoncture.* » Sarkozy a « *compris la gravité de la crise sociale et politique ... (Il) a porté la 'vérité' de la situation car il en a saisi la radicalité, le fait que 'ça ne pouvait plus durer comme avant'... Il ne s'est pas contenté de traduire électoralement une droitisation préexistante. L'actuel président est d'autant mieux placé pour la faire advenir et l'inscrire durablement dans la réalité.* »

Ce n'est évidemment pas une bonne nouvelle pour ses adversaires et les opposants au libéralisme. Ce l'est d'autant moins que Sarkozy fera école. Et, apparemment, pas seulement à droite. Il s'agit d'un populisme autoritaire qui, non seulement, chante les vertus du marché, mais d'une entreprise construite et cohérente de restauration des inégalités sociales dont un des éléments centraux est la « remise au travail » comme projet de société.

### Une gauche « sidérée »

C'est dans ces conditions, que la gauche peine : quelles réponses dans le cadre de la mondialisation et de l'Europe libérale, quand le volontarisme et les formules incantatoires ne portent plus ? Au pouvoir, la social-démocratie a fait sienne un certain nombre de contraintes, de renoncements pour se dédouaner de sa responsabilité collective dans la résistance à l'ordre dominant et au libéralisme. Mais cela non plus ne suffit plus. Alors que la dernière décennie a connu partout de grandes mobilisations sociales, la gauche, y compris la gauche « radicale » est passée « *complètement à côté des grandes questions du travail, de ce qui se passe dans les entreprises, dans la classe ouvrière, du terrain naturel de la gauche, le salariat* » admet Patrice Bessac, porte-parole du PCF, « *on ne peut pas comprendre le succès de Sarkozy dans des terres ouvrières si on n'inclut pas dans l'analyse l'état de sidération intellectuelle dans*

*lequel se trouve la gauche et le Parti communiste. » Constat qui, une fois encore, dépasse de loin la France. Marie-Noëlle Lienemann, députée socialiste européenne, se demande où en est « le message sur la question des salaires, question pourtant majeure de l'affrontement capital-travail ...Le rôle d'un parti socialiste consiste à transformer une analyse, une revendication en une capacité puissante de réforme concrète. Sur la question salariale, cela implique des dispositions en Europe de nature à construire la légitimité d'un nouvel équilibre capital-travail. Nous avons besoin de vigueur idéologique. »* Heureux constat : il n'y a donc pas d'issue pour la gauche dans l'acceptation et l'accompagnement du libéralisme. Ni dans les discours lénifiants sur les « valeurs » et les bons sentiments. La gauche ne navigue pas sans bagages doctrinaux, sans héritage, sans expériences, bonnes ou mauvaises. Le regard critique que les différents courants de gauche ont les uns sur les autres ne peut porter à faire l'économie d'un point de vue critique sur l'ensemble de la gauche.

### « Changement de régime »

Le mouvement syndical n'échappe évidemment pas à ces questionnements. Récemment, *Le Monde* titrait « *Les syndicats sont-ils moribonds ?* ». Et constatait le « *déclin des effectifs syndicaux, en Europe continentale comme au Royaume-Uni, l'usure des centrales ouvrières scandinaves, les transitions problématiques en Europe centrale – le tout pour un taux d'affiliation inférieure à 30% en moyenne dans l'Union européenne.* » Mais le quotidien français ajoutait que « *le retour de la 'valeur travail' pourrait être saisi comme une opportunité plutôt que comme une menace. A condition de redéfinir en profondeur l'intérêt du syndicalisme dans nos sociétés, ses méthodes, ses organisations et ses alliances.* »

Cela à un moment où, analyse la sociologue Danièle Linhard, sont, selon les libéraux, « *disqualifiées les pratiques de solidarité et d'entraide ; (que) s'y substituent l'individualisation et la mise en concurrence, la disponibilité et la mobilité, l'obligation de faire sans cesse ses preuves...Pour avoir sa place dans le monde du travail moderne, il faut (se couler) dans le moule de la pensée moderne à partir des modes standards de raisonnement de l'entreprise, de sa philosophie, de sa culture.* »<sup>5</sup>

Une évolution imposée, à la mesure des enjeux financiers actuels. Et l'on ne peut évidemment pas parler, non d'une « valeur travail » exposée abstraitement, comme une valeur en soi, mais de la « valeur du travail » en faisant l'impasse sur la question salariale. Car « *il est impossible de dissocier l'ampleur des bas salaires de l'évolution du partage de la valeur ajoutée. Durant les années 1960 et 1970, les salaires représentaient près de trois quarts du produit intérieur brut en Europe. Depuis les années 1980, cette part n'a pratiquement pas cessé de reculer, pour atteindre 66,2% en 2006. Une perte de sept points de PIB par rapport à 1983* » rappelle l'économiste Michel Husson<sup>6</sup>. Qui voit « *un véritable changement de régime* ». avec la montée des inégalités salariales et des formes d'emplois précaires faiblement rémunérés alors que quand l'emploi de qualité reste le premier rempart contre la pauvreté.

### « New deal »

Au total, alors que la sociale-démocratie s'est largement ouverte au libéralisme sans sauver les meubles, elle a « *contribué à légitimer des politiques antisociales en payant (leur) électorat traditionnel en monnaie de singe... Décomplexer la gauche résiderait à se rallier, comme en Angleterre, en Allemagne et en Italie, au social-libéralisme. Mais cette gauche est-elle encore à gauche ? ... Sur les questions des retraites, du chômage ou des salaires, la gauche n'a rien à gagner en adoptant les idées*

---

<sup>5</sup> « Salariés menacés, droits sociaux attaqués. Hier solidaires, désormais concurrents » *Le Monde diplomatique*, mars 2007.

<sup>6</sup> « Travailler plus pour gagner moins ». *Le Monde diplomatique*, avril 2007.

de ses adversaires. »<sup>7</sup> On pourrait évoquer la même exigence en ce qui concerne les systèmes de protection sociale et le droit du travail comme outils essentiels dans la régulation du système économique. Ou la critique de fausses bonnes solutions comme la « flexicurité », désormais présentée par les instances européennes comme la nouvelle panacée sociale. Un « *new deal (qui) se contente de ce qui existe depuis la politique européenne de l'emploi, définie au sommet de Luxembourg en 1997 : l'activation des chômeurs par une limitation de leurs droits à ressource, un contrôle renforcé de leur recherche d'emploi, une pression de plus en plus forte pour qu'ils acceptent n'importe quel emploi (disparition progressive de la notion d'emploi convenable) et la sempiternelle 'formation tout au long de la vie'.* »<sup>8</sup>

La Commission européenne, vantant la flexicurité, affirme que « *l'Europe doit innover pour rendre ses marchés du travail plus flexibles sans sacrifier la sécurité dans l'emploi... l'amélioration des compétences des travailleurs apporte un surcroît de sécurité et des avantages supplémentaires à l'employeur. La flexibilité et la sécurité peuvent donc se consolider l'une l'autre.* » Situation idyllique où les intérêts – parfaitement quantifiables - du capital correspondraient avec les intérêts, présumés, du travail. Mais la Commission ne se tient plus d'aise : une enquête Eurobaromètre montre ainsi que les citoyens européens comprennent et acceptent les nécessaires adaptations et changements : 72% considèrent qu'il faut assouplir les dispositions des contrats de travail pour favoriser la création d'emplois ; 76% jugent que l'emploi à vie appartient désormais au passé.<sup>9</sup> Formidable avancée de civilisation où « *le temps du salarié appartient à l'employeur qui l'a acheté et peut en faire l'usage le plus rentable de son point de vue. L'expérience de la socialisation risque ainsi de devenir celle de l'acceptation de la dépossession de son temps, l'acceptation de la dépossession de soi, au profit d'une logique que l'on doit accepter sans possibilité de peser sur elle.* »<sup>10</sup> Si une telle société devait s'imposer, c'est, non seulement, la pertinence politique de la gauche, mais son utilité sociale qui appartiendrait au passé. Reste que l'on peut poser l'hypothèse, comme le politologue Stéphane Rozès, que l'opinion « *est idéologiquement à gauche et politiquement à droite (Les gens) veulent le retour de l'Etat en matière économique et sociale, idéologiquement une notion de gauche. Mais comme la gauche tarde à faire la démonstration que le souhaitable est possible, les mêmes vont chercher sous contrainte des solutions de droite.* »<sup>11</sup> Une façon de constater l'ampleur d'un vide politique béant. La social-démocratie comprendra-t-elle qu'il n'y a rien à gagner à chasser sur les terres de la droite ? Et la « gauche de la gauche » à renvoyer à plus tard la résolution des problèmes ?

---

<sup>7</sup> « Pour une gauche de gauche ». Le soir.

<sup>8</sup> « Flexicurité : un nouveau mot pour faire avaler de vieilles pilules, de plus en plus amères. ». Carte blanche dans Le soir du 27 juin 2007.

<sup>9</sup> Danièle Linhard, article cité.

<sup>10</sup> Danièle Linhard, article cité.

<sup>11</sup> « Travailler les compromis entre le souhaitable et le possible ». L'Humanité du 12 juillet 2007.